



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20250804-DEC-DAEN0907 EN DATE DU **21 AOÛT 2025**
PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

AU TITRE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT APPLICABLES

À LA SOCIÉTÉ ENERGIE VERTE DE VALENCE (EVVA)

COMMUNE DE VALENCE

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, et notamment l'article L.181-14 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019200-0003 du 19 juillet 2019 autorisant la société EVVA dont le siège social et l'adresse d'exploitation sont situés Chaufferie urbaine de Valence de la forêt – 182 rue de la forêt – 26000 Valence à exploiter une chaufferie sur le territoire de la commune de Valence ;

VU l'arrêté préfectoral n° 20230907-DEC-DAEN0865 du 4 octobre 2023 instaurant des prescriptions complémentaires à la société EVVA dont le siège social et l'adresse d'exploitation sont situés Chaufferie urbaine de Valence de la forêt – 182 rue de la forêt – 26000 Valence ;

VU le porter à connaissance de l'exploitant reçu le 28 novembre 2023 et complété le 5 avril 2024 demandant une modification de la valeur limite des rejets aqueux ;

VU le rapport et les propositions en date du 4 août 2025 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 6 août 2025 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté formulée par courriel du 18 août 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires sont fixées par des arrêtés complémentaires qui peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire.

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité

du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement.

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Drôme,

ARRÊTÉ

Article 1 :

La société Energie Verte de VAience dont le siège social et l'adresse d'exploitation sont situés Chaufferie urbaine de Valence de la forêt – 182 route de la Forêt – 26000 Valence est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté préfectoral.

Article 2 :

L'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 2019200-0003 du 19 juillet 2019 est remplacé par :

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° EU (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Débit de référence	
Maximal journalier en m3/j	72
Moyenne mensuelle du débit journalier en m3/j	44,1
Maximal horaire en m3/h (hors opération de maintenance ou exceptionnelle)	3

Paramètres	Code Sandre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MEST	1305	600	43,2
DCO	1314	2000	144
DBO ₅	1313	800	57,6
Hydrocarbures totaux	7009	5	0,36
Cadmium et ses composés	1388	0,05	0,0036
Arsenic et ses composés	1369	0,025	0,0018
Plomb et ses composés	1382	< LQ	< LQ * débit maximal
Mercure et ses composés	1387	< LQ	< LQ * débit maximal
Nickel et ses composés	1386	< LQ	< LQ * débit maximal
Cuivre et ses composés	1392	0,5 mg/l	0,005
Chrome et ses composés	1382	0,5 mg/l	Si flux < 0,001
Chrome et ses composés	1382	0,05 mg/l	Si flux entre 0,001 et 0,0036
Zinc et ses composés	1383	1 mg/l	Si flux < 0,02
Zinc et ses composés	1383	0,8 mg/l	Si flux entre 0,02 et 0,0576
AOX	1106	1 mg/l	0,072
Azote total	1551	150	10,8
Azote total Kjeldahl NTK	1319	150	10,8
Phosphore total	1350	50	3,6
Fluor et ses composés (dont fluorures)	7073	15	1,08
Sulfates	1338	2000	144
Sulfites	1086	20	1,44
Sulfures	1355	0,2	0,0144
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	6616	0,050	0,0036
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	6561	0,025	0,0000
Quinoxylène*	2028	0,025	0,0018
Dioxines et composés apparentés aux dioxines* dont certains PCDD et PCB-DF	7707	0,025	0,0018
Acronifène	1688	0,025 mg/l	0,0018

Bifénox	1119	0,025 mg/l	0,0018
Cybutryne	1935	0,025 mg/l	0,0018
Cyperméthrine	1140	0,025 mg/l	0,0018
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	7128	0,025	0,0018
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*	7706	0,025	0,0018
Nonylphénols, Nonylphénols et éthoxylates de nonylphénol (NP10E2, NP20E2)*	1958	< LQ	< LQ * débit maximal
Titane et ses composés	/	< LQ	< LQ * débit maximal
Tétrachloroéthylène	1272	< LQ	< LQ * débit maximal
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	/	- NQE si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l - 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l	Concentration retenue (case de gauche) x débit maximal
Indice phénol	1440	0,3	0,0216
Graisses (SEH)		150	10,8
Chrome Hexavalent	1371	0,1	0,0072
Cyanures Totaux	1390	0,1	0,0072
Etain Total	1380	2	0,144
Fer total + Aluminium total	7714	5	0,36
Manganèse	1394	1	0,072
Détergent anionique	/	20	1,44
Détergent cationique	/	20	1,44
Détergent non ionique	/	20	1,44

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié :

« Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.

Cette exemption ne pourra être retenue par l'inspection des installations classées dans le cas où le milieu de rejet est différent du milieu de prélèvement : il appartiendra à l'exploitant de faire en sorte de limiter au maximum le transfert de pollution. »

Article 3 :

L'article 4.3.14 de l'arrêté préfectoral n° 2019200-0003 du 19 juillet 2019 est remplacé par :

Les polluants aqueux qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code Sandre	Fréquence	
		Eaux résiduaires industrielles	Eaux pluviales
débit	/	En continu	/
pH	/	En continu	annuelle
Température	/	En continu	annuelle
MEST	1305	annuelle	annuelle
DCO	1314	annuelle	/
DBO ₅	1313	annuelle	/
Hydrocarbures totaux	7009	annuelle	annuelle
Cadmium et ses composés	1388	annuelle	/
Arsenic et ses composés	1369	annuelle	/
Plomb et ses composés	1369	annuelle	/
Mercuré et ses composés	1382	annuelle	/
Nickel et ses composés	1386	annuelle	/
Cuivre et ses composés	1392	annuelle	/
Chrome et ses composés	1389	annuelle	/
Zinc	1383	annuelle	/
AOX	1106	annuelle	/
Azote total	1551	annuelle	/
Azote total Kjeldahl NTK	1319	annuelle	/
Phosphore total	1350	annuelle	/
Fluor et ses composés (dont fluorures)	7073	annuelle	/
Sulfates	1338	annuelle	/
Sulfites	1086	annuelle	/
Sulfures	1355	annuelle	/

Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	6616	annuelle	/
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	6561	annuelle	/
Quinoxylène*	2028	annuelle	/
Dioxines et composés apparentés aux dioxines* dont certains PCDD et PCB-DF	7707	annuelle	/
Aclonifène	1688	annuelle	/
Bifénox	1119	annuelle	/
Cybutryne	1935	annuelle	/
Cyperméthrine	1140	annuelle	/
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	7128	annuelle	/
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*	7706	annuelle	/
Nonylphénols, Nonylphénols et éthoxylates de nonylphénol (NP1OE2, NP2OE2)*	1958	annuelle	/
Titane et ses composés	/	annuelle	/
Tétrachloroéthylène	1272	annuelle	/
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	/	annuelle	/
Indice phénol	1440	/	/
Graisses (SEH)		/	/
Chrome Hexavalent	1371	/	/
Cyanures Totaux	1390	/	/
Etain Total	1380	/	/
Fer total + Aluminium total	7714	/	/
Manganèse	1394	/	/
Détergent anionique	/	/	/
Détergent cationique	/	/	/
Détergent non ionique	/	/	/

Les mesures sont effectuées par un organisme compétent agréé par le ministre chargé de l'environnement selon l'avis sur les méthodes normalisées de référence publié au Journal officiel.

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Valence pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de Valence fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Valence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **21 AOUT 2025**

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

